

d'utilisation pour l'accès aux services gouvernementaux, et la libéralisation des monopoles statutaires afin d'introduire une concurrence au secteur public. La privatisation est, il va de soi, également une stratégie politique. Dès qu'on eut testé avec succès la réaction des investisseurs avec la plus importante émission d'actions de l'histoire britannique — quelque 6 milliards de dollars américains en actions pour British Telecom — on présenta un nouvel argument plutôt populiste pour justifier la privatisation: la création d'un "marché des capitaux pour le peuple" en attirant de nouveaux investisseurs particuliers (tactique dont on peut penser qu'elle aura pour effet de dissuader l'opposition Travailleuse de refaire marche arrière si elle revenait au pouvoir).

Existe-t-il des limites à la privatisation? En soustrayant l'Etat du secteur industriel, le gouvernement de Mme Thatcher se trouvait confronté à deux types de restrictions: les limites inhérentes au marché et celles définies par les intérêts nationaux. Les contraintes du marché en ce qui concerne la privatisation découlent en premier lieu du principe bien simple que l'Etat en tant que vendeur doit attirer un acheteur. Ainsi, dans le secteur manufacturier où oeuvrent notamment des compagnies étatisées dans les industries de l'acier, de l'automobile, de la construction navale et des moteurs d'avion, des déficits structurels ont rendu leur privatisation peu probable et après six ans de régime Thatcher, elles demeurent toujours propriétés de l'Etat. En réalité, la privatisation n'a pas été écartée mais seulement retardée, alors que le gouvernement nommait des gestionnaires plus coriaces, il se retira des activités non-rentables et s'apprêtait, en 1986, à vendre des divisions de la British Leyland (Leyland Bus et Austin Rover). Le désir d'attirer des acheteurs a conduit le gouvernement à faire des compromis par rapport à son objectif initial de stimuler la concurrence. Les critiques affirment que le gouvernement se laisse séduire par la promesse de gains immédiats ("vendant l'argenterie de la famille"¹) plutôt que de se concentrer sur les moyens de réviser les mécanismes de régulation et de concurrence. Même les médias d'information conservateurs ont réagi avec véhémence lorsque le gouvernement décida de se départir du monopole de la British Gas Corporation en 1986.

1. Pour en savoir plus long sur la politique officielle de la privatisation au Canada, les lecteurs apprécieront l'article de Christopher Waddell publié dans le Report on Business Magazine (avril 1986), "Crash-landing Crown Corporations" (pp. 50-56). Pour les questions d'ordre général sur le sujet, on consultera l'ouvrage suivant: Papers on Privatisation, de W. T. Stanbury et de Thomas E. Kierans, l'Institut de recherches politiques, Montréal, 1985. Il serait bon de mentionner en passant que plusieurs gouvernements provinciaux ont aussi présenté des programmes de privatisation, à savoir la Colombie Britannique (1979), la Saskatchewan (1982), l'Ontario (1985) et le Québec (1986).